

MOHAMED ABDELAZIZ EST DÉCÉDÉ HIER

Un combattant de la liberté s'en va

Mohamed Abdelaziz s'est éteint, hier, suite à une longue maladie. Depuis 1976, il portait très haut le flambeau qui symbolisait la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance. Il est mort après des années de lutte acharnée sans pouvoir accéder au doux rêve qu'il caressait...

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - L'annonce de son décès a jeté l'émoi parmi les personnalités algériennes qui le connaissaient. Dans la presse algérienne, où il comptait énormément d'amis et de sympathisants, la nouvelle a été perçue comme un choc, même si tous savaient que Mohamed Abdelaziz, souffrant, n'en avait plus pour longtemps.

La gorge étreinte, d'anciens journalistes spécialisés dans le dossier du Sahara occidental et ayant vécu les rudes batailles contre les FAR (Forces armées

royales) évoquent le personnage connu pour son haut sens des responsabilités. Les plus jeunes tentent de retrouver les photos prises avec lui dans les camps de réfugiés de Tindouf. En treillis militaire, il n'hésitait pas à recevoir tous les représentants de la presse, algérienne ou internationale, qui désiraient le rencontrer ou l'interviewer. Hier, la nouvelle a fait le tour des agences du monde en très peu de temps. Né en 1948 à Smara, il était chef militaire et membre fondateur du Front Polisario où il est élu au bureau

politique en 1973. Après l'assassinat d'El-Ouali Mustapha, il est élu secrétaire général du Front Polisario en juin 1969. En octobre 1976, il est désigné président de la RASD (République arabe sahraouie démocratique) un poste qui ne l'empêche pas de poursuivre des opérations militaires pour un certain temps encore.

A Alger, la nouvelle tombe alors que s'ouvre un Conseil des ministres bien attendu. Le Président Bouteflika ouvre la séance en observant une minute de silence et par la lecture de la *Fatiha* à la mémoire du défunt. Il décide également de décréter un deuil national de huit jours à la mémoire du leader sahraoui.

Un message de condoléances est adressé au président du Conseil sahraoui qui assure l'intérim. En France, en Espagne, en Italie, à Cuba, au Mexique et bien ailleurs dans le monde, la nouvelle est mise immédiatement en ligne. Le décès intervient à un moment crucial que traverse le dossier du Sahara occidental. Celui où le roi du Maroc décide de mettre fin à toute solution politique et laisse entrevoir la possibilité de recours de nouveau aux armes pour s'approprier le Sahara qu'il convoite.

De son vivant, Mohamed Abdelaziz avait été salué pour sa sagesse qui avait justement évité la reprise du conflit en s'astreignant à toutes les recommandations internationales qui lui étaient faites. Chef militaire mais aussi



Mohamed Abdelaziz, Président de la RASD.

Photo : Samir Sid

diplomate, il avait accepté la signature d'un cessez-le-feu (en septembre 1991) remettant ainsi le sort de tout un peuple qu'il conduisait aux Nations-Unies, espérant que sa démarche pacifique aboutirait à libérer les siens.

L'Histoire retiendra qu'à son époque, la diplomatie sahraouie, très active à travers le monde, a abouti à une condamnation unanime du Maroc par la communauté internationale. Récemment, la Cour de justice de l'Union européenne a même été jusqu'à suspendre ses accords commerciaux avec le royaume. Ces dernières années, l'une de ses missions

consistait aussi à tenter de calmer les jeunes Sahraouis, impatients et excédés par des années de souffrance et d'attente qui appellent à la reprise de la lutte armée pour en finir. Son successeur parviendra-t-il à calmer les esprits ? Certaines informations avancent le nom de Brahim Ghali. Cet ancien ministre de la Défense sahraoui semble avoir été choisi pour occuper, prochainement, le poste de coordinateur du Front Polisario. Son parcours fait de lui l'homme tout désigné pour assurer la succession. Mohamed Abdelaziz est mort. Son combat continue...

A. C.

L'Algérie décrète un deuil national de 8 jours

«A la suite du décès du Président Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, président de la République arabe sahraouie démocratique, Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a entamé la séance du Conseil des ministres, qu'il a présidé ce jour, par l'observation d'une minute de silence et la lecture de la *Fatiha* à la mémoire du regretté défunt», a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

«M. le Président de la République a également décrété un deuil national de 8 jours à travers tout le territoire national, en hommage à la mémoire du défunt leader sahraoui», a ajouté la même source.

Le chef de l'Etat a adressé aussi un message de condoléances au président du Parlement sahraoui, qui assure l'intérim du défunt, a conclu la même source.

APS

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT FRANÇAIS DEMAIN À ALGER

Algérie-France, le dégel ?

Le président du Parlement français a prévu de se rendre, jeudi 2 juin, à Alger, dans le cadre d'un travail de coopération bilatérale qui l'amènera apparemment à rencontrer des officiels algériens. Cette visite, qui intervient dans une conjoncture marquée par le froid qui caractérise les relations entre Alger et Paris, soulève un certain nombre d'interrogations auxquelles le communiqué officiel publié par l'ambassade de France répond bien peu.

Le texte rendu public par la représentation française en Algérie indique que le déplacement de M. Claude Bartolone est destiné à «renforcer la concertation bilatérale notamment en matière économique et sur les questions de sécurité régionale, thème de travail retenu par les deux Assemblées».

La même source fait, par ailleurs, savoir qu'il entamera avec son homologue algérien, M. Larbi Ould Khelifa, les travaux de la grande commission interparlementaire mise en place en mai 2009. Il rappelle également que l'amorce des travaux de cette commission avait eu lieu en mars 2013 et juge utile de préciser que «depuis leur reprise en 2001», les relations entre les deux Assemblées, algérienne et française, «se sont progressivement étoffées et densifiées».

Durant son séjour, M. Bartolone rencontrera le président du Sénat M. Abdelkader Bensalah, ainsi que

le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. Ceci pour l'officiel.

Cette visite, qui aurait relevé de l'ordinaire quelques mois auparavant, soulève donc un certain nombre d'interrogations aujourd'hui. La première est liée au secret qui entoure le dossier côté algérien.

Des sources habituellement bien au fait des dossiers concernant les relations algéro-françaises nous ont fait savoir que cette visite est entourée d'une très grande discrétion au point où même les personnes habituellement impliquées dans les préparatifs de ce genre d'événements ont été tenues à l'écart pour des raisons inconnues. Cette situation a été inévitablement mise sur le compte de la sensibilité du dossier à l'heure où les relations entre Alger et Paris traversent une zone de turbulences sans précédent suite au dernier passage de Manuel Valls.



Claude Bartolone, président du Parlement français.

Photo : DR

Le Premier ministre français avait déchaîné la colère des autorités algériennes après avoir tweeté sur son compte personnel une photo dévoilant le Président Bouteflika dans l'un de ses plus mauvais jours. Son geste avait entraîné des réactions en cascade et jeté le froid entre les deux pays. Visiblement choquée par le comportement de Valls et les conséquences qui en ont découlé, notamment au sein de l'opinion

interne, la présidence algérienne aurait même été jusqu'à prendre la décision de limiter les rencontres de Bouteflika avec les chefs d'Etat étrangers en visite à Alger.

Sans doute contraint par l'administration française, Manuel Valls a, semble-t-il, bien tenté d'expliquer son «forfait» lors d'un entretien téléphonique avec M. Sellal mais sa démarche n'a, apparemment, pas réussi à apaiser la colère des autorités algériennes, éga-

lement très remontées contre les propos malveillants tenus par Sarkozy au Maroc.

Dans un climat tendu où se bousculent rumeurs et informations sourdes sur un certain conflit d'intérêts entre Américains et Français, Paris décide de dépêcher un médiateur. Jean-Pierre Chevènement, président de l'Association France-Algérie, se rend à Alger où il a indiqué, en présence de M. Lamamra, que sa rencontre avec des officiels dont M. Sellal lui a permis de dissiper certains malentendus qui pouvaient s'être développés à partir de «maladresses d'exécution». Vous savez, dit-il aux journalistes, «qu'un commentaire attire l'autre, les hommes politiques sont souvent friands de petites phrases dont vous-mêmes faites monter la sauce». Une manière d'amoindrir la portée du geste du Premier ministre français ? Sa visite semble, en tous les cas, avoir porté ses fruits.

Hier, un communiqué émanant de l'Assemblée populaire a annoncé que la visite de M. Claude Bartolone intervient suite à une invitation de son homologue algérien. Le dégel ? Une question subsiste cependant : sera-t-il reçu par le Président Bouteflika ?

A. C.